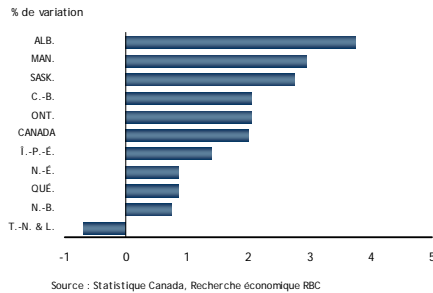


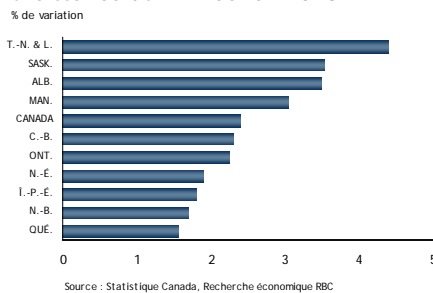
PERSPECTIVES PROVINCIALES

Décembre 2012

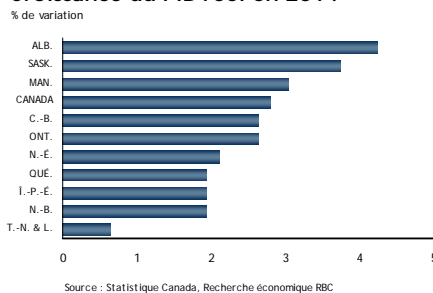
Croissance du PIB réel en 2012



Croissance du PIB réel en 2013



Croissance du PIB réel en 2014



Paul Ferley
 Économiste en chef adjoint
 (416) 974-7231
 paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue
 Économiste principal
 (416) 974-6192
 robert.hogue@rbc.com

Laura Cooper
 Économiste
 416-974-8593
 laura.cooper@rbc.com

Route cahoteuse vers 2013

- Des retards inattendus, des activités d'entretien imprévues et d'autres perturbations de la production dans le secteur canadien des ressources ont plombé la performance économique de plusieurs provinces ces derniers mois.
- Certains de ces facteurs disparaîtront avant la fin de l'année, mais d'autres mineront la performance en 2013.
- La conséquence la plus visible sera la forte remontée de Terre-Neuve-et-Labrador dans le classement des prévisions de croissance par province, du dernier rang en 2012 au premier rang en 2013.
- Nous avons revu à la baisse nos prévisions de croissance pour la majorité des provinces en 2012, et pour plusieurs d'entre elles en 2013.
- Malgré ces révisions, nous restons d'avis que l'Ouest du Canada connaîtra une croissance supérieure à la moyenne et que les régions du centre et de l'est du pays figureront généralement au bas du classement (à l'exception de Terre-Neuve-et-Labrador en 2013).
- En dépit des récentes turbulences, l'essor du secteur des marchandises restera le principal facteur de différenciation de la performance des provinces. Le rebond des secteurs agricoles aidera aussi les provinces des Prairies.
- La présente édition de *Perspectives provinciales* renferme nos prévisions pour 2014. En bref, nous prévoyons que les tendances générales de 2013 se poursuivront en 2014.

Des perturbations passagères influenceront la croissance en 2012...

Plusieurs facteurs temporaires ont entravé la croissance économique des provinces ces derniers mois et certains d'entre eux continueront de le faire en 2013. Les stocks élevés de potasse ont limité la production en Saskatchewan, les rendements plus faibles que prévu du canola ont atténué un rebond malgré tout solide de la production agricole au Manitoba, des activités d'entretien imprévues ont nui aux activités pétrolières à Terre-Neuve-et-Labrador et aux activités gazières en Nouvelle-Écosse, et d'autres reports de l'entrée en production du nouveau champ de gaz naturel en Nouvelle-Écosse ont retardé l'essor économique prévu dans cette province. Ces éléments imprévus ont changé les perspectives des provinces concernées pour le début de 2013. Nous avons par conséquent revu à la baisse nos prévisions de croissance du PIB réel en 2012 pour toutes les provinces à l'exception de l'Alberta, et surtout pour Terre-Neuve-et-Labrador, la Saskatchewan, le Manitoba et la Nouvelle-Écosse.

...et en 2013, bien que dans une moindre mesure

Les mêmes facteurs nous ont aussi amenés à revoir nos prévisions de croissance pour les provinces en 2013. Dans la majorité des cas, les changements apportés ont été mineurs et à la baisse. Pour Terre-Neuve-et-Labrador, cependant, la reprise complète du projet Hibernia après des arrêts d'entretien imprévus entraînera au cours de la prochaine année un rebond de la croissance économique plus prononcé que ce que nous avons prévu. Nous prévoyons maintenant que le PIB réel de Terre-Neuve-et-Labrador reculera de 0,7 % en 2012 avant de bondir de 4,4 % en 2013, la province passant ainsi du dernier au premier rang dans le classement de la croissance par province.

L'Ouest du Canada donne le ton

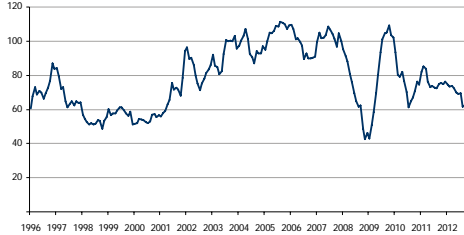
Malgré les ajustements apportés, les classements relatifs des autres provinces ont peu changé. Nous continuons de croire que l'Ouest du Canada sera la région qui profitera le plus de la vigueur des activités liées aux ressources naturelles, affichant une croissance supérieure à la moyenne nationale en 2012 et 2013. Les provinces des Prairies bénéficieront aussi d'une amélioration des conditions dans leurs secteurs agricoles. Pour les provinces à l'est du Manitoba, nous prévoyons une croissance inférieure à la moyenne nationale. La plupart de ces provinces ne peuvent compter sur un puissant catalyseur de croissance.

Des tendances générales qui se poursuivront en 2014

La présente édition de *Perspectives provinciales* renferme nos prévisions pour 2014. Une poursuite des tendances précédentes est anticipée, car selon nous, les principaux facteurs de différenciation des dernières années – l'essor des activités liées aux marchandises – continueront de jouer un rôle majeur et de favoriser l'ouest du pays.

Reventes de maisons: Colombie-Britannique

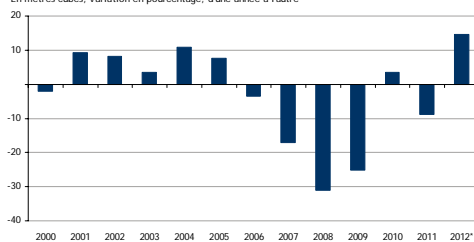
En milliers d'unités, mensuel, données désaisonnalisées et annualisées



Source: L'Association canadienne de l'immobilier, Recherche économique RBC

Exportations de bois d'oeuvre résineux vers les États-Unis: Colombie-Britannique

En mètres cubes, variation en pourcentage, d'une année à l'autre



* Cumulatif 2012

Source: Statistique Canada, BC Stats, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	2,8	2,1	2,3	2,6
Emploi	0,8	1,7	1,4	1,4
Taux de chômage (%)	7,5	6,8	6,5	6,4
Ventes au détail	3,1	2,7	3,1	3,7
Mises en chantier (unités)	26 400	27 700	23 800	23 500
Indice des prix à la consommation	2,3	1,3	1,2	1,7

Robert Hogue
Économiste principal

Transition stable

Nous nous attendons à ce que l'économie de la Colombie-Britannique surmonte le repli créé par le ralentissement de son marché immobilier et l'intensification des compressions dans le secteur public en 2013. L'amélioration de la demande aux États-Unis et l'augmentation des investissements non résidentiels offriront un appui solide qui permettra à la province de conserver un rythme de croissance assez stable. Nous prévoyons que le PIB réel de la Colombie-Britannique augmentera de 2,3 % en 2013, surpassant à peine le taux de 2,1 % prévu pour 2012 (les deux taux avoisineront les moyennes nationales). Selon notre première projection pour 2014, la croissance est presque inchangée, à 2,6 %.

Le ralentissement du marché immobilier jette une ombre

L'économie de la Colombie-Britannique sera au début de 2013 aux prises avec un refroidissement marqué de son marché immobilier auparavant en surchauffe. Même si bien des ménages apprécient la diminution des prix des maisons – vu les piètres niveaux d'accessibilité dans le principal marché de la province, Vancouver –, la baisse des reventes de maisons jette une ombre importante sur l'investissement résidentiel dans la province (les coûts de transfert des propriétés, qui sont directement liés au volume de l'activité immobilière, représentent environ un cinquième des investissements résidentiels). Le recul des reventes de maisons entraînera selon nous une baisse de la construction de maisons neuves en 2013. Cette baisse sera accentuée par le récent ralentissement de la croissance démographique dans la province. Nous estimons que les mises en chantier ralentiront à 23 800 unités en 2013 par rapport à 27 700 unités en 2012. Le ralentissement du marché immobilier ne minera pas seulement les investissements résidentiels au sein de l'économie de la Colombie-Britannique. Nous prévoyons que ce ralentissement entravera aussi l'activité dans plusieurs segments du commerce de détail.

Resserrement des dépenses publiques en vue

Un autre des défis qui attendent la Colombie-Britannique en 2013 sera le resserrement des dépenses publiques, particulièrement au niveau provincial. Le gouvernement de la province a récemment annoncé qu'il devra se fixer des objectifs de dépenses plus contraignants que ce qui avait été prévu (y compris pour les salaires dans la fonction publique), car les redevances sur le gaz naturel ont été inférieures aux prévisions. Nous nous attendons à ce que le secteur public freine la croissance en 2013.

Des perspectives plus réjouissantes pour les exportations de bois d'oeuvre

Parmi les bonnes nouvelles, nous croyons que la reprise soutenue du secteur du logement aux États-Unis profitera de façon disproportionnée à l'économie de la Colombie-Britannique. Déjà en 2012, l'accélération des mises en chantier au sud de la frontière a permis aux exportations de bois d'oeuvre résineux de la Colombie-Britannique vers les États-Unis de bondir de plus de 15 % lors des trois premiers trimestres de l'année. Nous prévoyons que les mises en chantier continueront à sortir de leur profonde torpeur aux États-Unis en 2013 et 2014, ce qui augure bien pour ce qui était traditionnellement le principal produit d'exportation de la province. Le redressement des exportations vers les États-Unis devrait plus que compenser toute éventuelle décélération dans d'autres marchés comme la Chine.

Hausse des investissements non résidentiels

Les investissements non résidentiels contribueront fortement à la croissance de la Colombie-Britannique au cours de la prochaine année (et à plus long terme). Plusieurs grands projets dans les secteurs des marchandises (extraction minière, fonderie et production d'électricité) et des transports (dont le contrat de 8 milliards de dollars sur huit ans octroyé par le gouvernement fédéral pour la construction de sept bateaux non militaires) généreront des activités importantes dans la province. Les investissements dans ces projets et d'autres projets futurs constitueront la pierre d'assise du développement des régions éloignées de la Colombie-Britannique pendant plusieurs années.

En progression malgré l'incertitude accrue

L'essor économique de l'Alberta ralentira à peine en 2013 malgré les défis grandissants que pose la livraison d'une production pétrolière croissante aux marchés. Comme lors des trois dernières années, l'Alberta devrait continuer d'afficher l'une des croissances les plus rapides au pays. La croissance du PIB réel dans cette province sera de 3,5 % en 2013, tout juste sous le taux de 3,8 % prévu pour 2012. Même si le catalyseur du boom actuel – les investissements massifs dans le secteur de l'énergie – se fait moins sentir, la vigueur des dépenses d'investissement hors du secteur de l'énergie et le dynamisme des autres secteurs contribueront au maintien d'un niveau d'activité élevé au cours de la prochaine année. Les perspectives pour 2014 semblent encore meilleures, car la croissance des investissements dans le secteur de l'énergie devrait reprendre.

L'économie est restée vigoureuse en 2012...

L'Alberta connaît un essor économique impressionnant. L'activité dans la province a bondi de 5,1 % en 2011 – le plus haut taux de toutes les provinces – et est restée solide en 2012. Presque tous les indicateurs ont continué de témoigner d'une très forte performance dans les huit ou onze premiers mois de 2012. La production de pétrole brut a atteint un sommet record. Les fabricants, détaillants et grossistes de la province ont enregistré des hausses de ventes considérables. La création d'emplois en Alberta a nettement surpassé celle du reste du pays, alors que le taux de chômage a atteint un creux national. Les solides perspectives d'emploi ont amené plus de gens à s'établir dans la province et l'augmentation de la migration intérieure a fait bondir la croissance de la population à un sommet de cinq ans. Le marché du logement de l'Alberta a poursuivi sur sa lancée, entraînant une hausse de 25 % de la construction de maisons neuves. Cette vigueur dans la majorité des secteurs a plus que compensé la constante régression des activités de forage et de production de gaz naturel.

...mais le moral reste stable

Pourtant, le moral dans la province reste loin d'être exubérant. Tout enthousiasme est refroidi par les indications d'un pétrole albertain « enclavé » à cause de l'engorgement des oléoducs et d'une augmentation durable de la production d'énergie aux États-Unis. Les grands acteurs du secteur des sables bitumineux ont allégué les difficultés de livraison et les baisses de prix plus importantes que d'habitude qui en découlent pour expliquer le report d'une partie de leurs dépenses d'investissement dans des mégaprojets. Ces annonces de retards ont soulevé des questions sur la durabilité des investissements des entreprises dans la province.

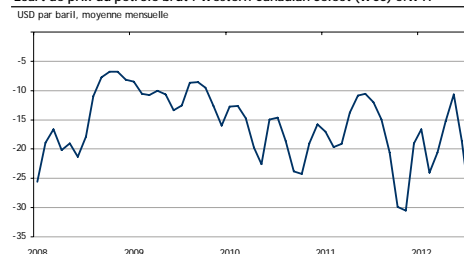
Ralentissement minime en 2013

Nous nous attendons à ce que les acteurs du secteur des sables bitumineux restent généralement prudents en 2013, mais nous ne prévoyons pas de réduction marquée de leurs dépenses d'investissement. Ces dernières devraient plutôt rester stables en attendant la résolution des problèmes d'oléoducs et la normalisation des relations des prix du pétrole brut. Le reste de l'économie provinciale continuera de profiter d'une expansion généralisée en 2013, la forte croissance de la population et de l'emploi alimentant encore les activités tributaires des consommateurs. Le secteur du logement sera parmi ceux qui afficheront un dynamisme soutenu. En ce qui concerne les entreprises, l'augmentation de la demande de locaux commerciaux et industriels favorisera la croissance des dépenses d'investissement hors du secteur de l'énergie. Dans l'ensemble, nous ne prévoyons qu'une modeste décélération du PIB réel à 3,5 % en 2013 contre 3,8 % en 2012. Ce léger ralentissement reflétera surtout l'accalmie des investissements dans les sables bitumineux.

Raffermissement de la croissance en 2014

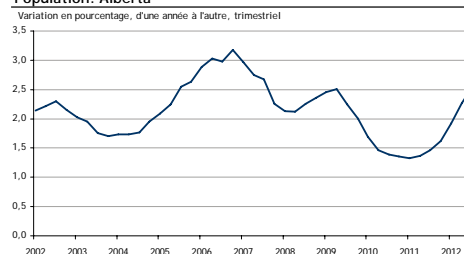
D'ici 2014, nous prévoyons que des progrès suffisants dans la résolution des problèmes de livraison de pétrole auront permis aux grands projets de sables bitumineux de reprendre de plus belle. Ce redémarrage ouvrira la voie à une réaccélération du PIB réel à 4,2 %.

Écart de prix du pétrole brut : Western Canadian Select (WCS) c.WTI



Source: Bloomberg, Recherche économique RBC

Population: Alberta



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

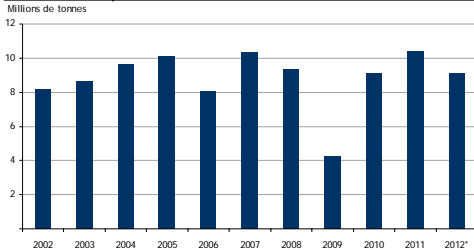
Alberta - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	5,1	3,8	3,5	4,2
Emploi	3,8	2,7	2,4	2,0
Taux de chômage (%)	5,5	4,6	4,4	4,5
Ventes au détail	6,9	8,3	6,0	5,1
Mises en chantier (unités)	25 704	33 400	32 000	32 000
Indice des prix à la consommation	2,4	1,3	1,8	1,8

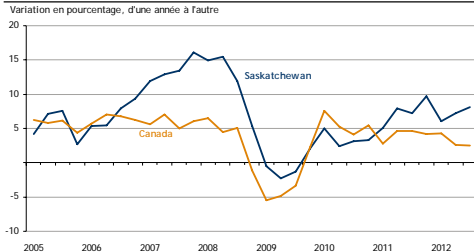
Robert Hogue
Économiste principal

Production de potasse: Saskatchewan



* Estimation
Source: Saskatchewan Industry and Resources, Recherche économique RBC

Ventes au détail: Saskatchewan et le Canada



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	4,9	2,8	3,5	3,7
Emploi	0,3	2,0	2,0	1,7
Taux de chômage (%)	5,0	4,7	4,5	4,5
Ventes au détail	7,5	7,0	6,0	4,8
Mises en chantier (unités)	7 031	9 900	7 900	6 900
Indice des prix à la consommation	2,8	1,7	2,4	2,6

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Une croissance atténuée par des réductions de production de potasse en 2012

En 2012, la croissance de la Saskatchewan a été minée par des réductions croissantes de la production de potasse du fait de l'augmentation des stocks. Ces réserves élevées auraient découlé de la décision de plusieurs économies émergentes de reporter l'achat d'engrais jusqu'à la signature d'accords à long terme avec divers grands producteurs en Saskatchewan. Par conséquent, nous avons revu à la baisse la production minière de la province, ce qui nous a amenés à réduire la croissance du PIB réel de la province à 2,8 % pour 2012, contre 3,6 % précédemment. Cette révision à la baisse de la croissance totale du PIB s'appuie aussi sur des indications d'une production de canola inférieure aux récoltes de 2011, contrairement à ce qui avait été prévu. Les récoltes de blé en 2012 devraient quant à elles dépasser les niveaux de 2011, mais cela ne fera que compenser la baisse de production du canola. Au final, la production pour les trois grandes cultures de la Saskatchewan (qui comprennent aussi l'orge) sera stable, alors qu'au dernier trimestre, nous avons prévu une hausse de près de 9 %.

Reprise de l'activité minière en 2013

Les arrêts de production de potasse récemment annoncés se poursuivront dans certains cas jusqu'au début de 2013. Par la suite, une reprise graduelle des activités est toutefois prévue jusqu'à la fin de 2013 suivant la conclusion d'accords de vente avec d'importants clients étrangers. Nous nous attendons aussi à ce que la sécheresse dans le Midwest américain en 2012 stimule la demande d'engrais, et donc de potasse, car les producteurs américains tenteront ardemment de redynamiser les rendements des cultures. Selon nos prévisions, la production minière augmentera de 4,5 % en 2013 après une hausse prévue de seulement 1,5 % en 2012.

L'accroissement de la capacité de production devrait favoriser les investissements

Comme la demande de potasse et d'autres grandes ressources naturelles de la province, tels le pétrole et les céréales, devrait rester historiquement élevée, notre prévision suppose une robustesse persistante des investissements des entreprises, qui voudront élargir leurs capacités de production. Les dépenses de construction devraient donc croître de 5,5 % en 2013, après une hausse prévue de 4,5 % en 2012.

La forte croissance des revenus continuera de soutenir les ventes au détail

Le niveau élevé des prix des marchandises contribue non seulement à l'augmentation des dépenses d'investissement, mais aussi à l'accroissement des revenus dans la province. Cet accroissement est évident dans les statistiques sur les ventes au détail provinciales, qui sont très élevées et nettement supérieures aux données nationales. Au troisième trimestre de 2012, les ventes au détail nominales ont bondi de plus de 8 % sur un an en Saskatchewan, contre une hausse de seulement 2,5 % au niveau national. Cette vigueur relative devrait se poursuivre pendant la période de prévision, les prix des marchandises restant historiquement élevés et continuant d'alimenter des gains robustes dans le secteur de détail.

La Saskatchewan affichera une croissance parmi les plus fortes au pays

Le rebond de la production minière, conjugué à la vigueur persistante des dépenses de construction et de consommation, devrait susciter un rebond de la croissance du PIB global à 3,5 % en 2013. Cette estimation est inférieure à la hausse de 4,0 % prévue au dernier trimestre, car elle reflète la prolongation de certains arrêts de production de potasse jusqu'au début de 2013. Cependant, les sources de vigueur sous-jacentes en 2013 devraient continuer d'opérer en 2014 et permettre à la croissance du PIB cette année-là de rester robuste et pratiquement inchangée, à 3,7 %.

Une diversification qui rapporte

Après des reculs dans les deux chiffres au cours des deux dernières années, la production agricole devrait inscrire un solide gain de 17 % en 2012 grâce à des conditions météorologiques enfin favorables. Comme cette hausse de la production a coïncidé avec des problèmes de production ailleurs dans le monde, les prix des céréales et des oléagineux ont considérablement augmenté. Le rebond de la production et la hausse des prix des céréales contribueront à un net raffermissement des revenus agricoles en 2012 et au début de 2013. Ce facteur devrait être le grand responsable de la hausse du PIB réel à 2,9 % cette année, contre 2,0 % en 2011. La croissance pour 2012 est un peu inférieure au taux de 3,3 % prévu dans l'édition de septembre de *Perspectives provinciales* du fait, entre autres, de la révision à la baisse des prévisions pour le canola (même si nous tablons encore sur une forte croissance des récoltes en 2012).

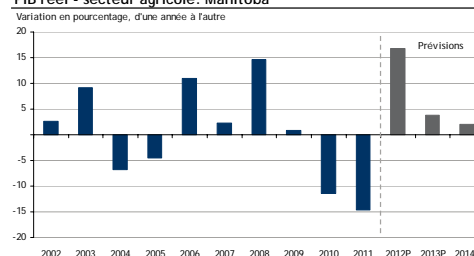
Le redressement du secteur manufacturier compensera la décélération dans le secteur agricole

Nous prévoyons que la production agricole continuera de croître en 2013 si les conditions météorologiques demeurent normales. Cependant, une forte décélération du secteur est prévue, à environ 4 %, car on ne pourra plus compter sur un rebond par rapport à de très bas niveaux. En outre, le redressement attendu de la production agricole des États-Unis après la sécheresse de 2012 (en présumant des conditions météorologiques plus normales aux États-Unis) devrait effacer une partie de la récente hausse des prix des céréales et des oléagineux, ce qui freinera aussi la croissance des revenus agricoles au fil de l'année. Par contre, ce ralentissement du secteur agricole devrait être compensé par un redressement du secteur manufacturier. Même si le secteur manufacturier a renoué avec une croissance positive en 2012, le gain prévu de 2 % ne représente qu'une hausse modeste. L'accélération de la reprise aux États-Unis pendant la période envisagée devrait toutefois provoquer une amélioration de la demande de produits exportés du Manitoba en général, et du matériel pour les autobus et l'aérospatiale en particulier, des produits d'exportation clés de la province. Nous prévoyons que la demande d'autobus profitera des indications selon lesquelles les compressions budgétaires des États et des gouvernements locaux aux États-Unis commencent à s'atténuer. L'augmentation de l'activité manufacturière est un important facteur qui permettra à la croissance du PIB réel de rester solide en 2013 et qui compensera aisément le ralentissement prévu dans le secteur agricole. Il devrait en résulter un taux de croissance de 3,0 % en 2013, bien près du taux de 2,9 % prévu pour 2012.

Une reprise soutenue des investissements des entreprises

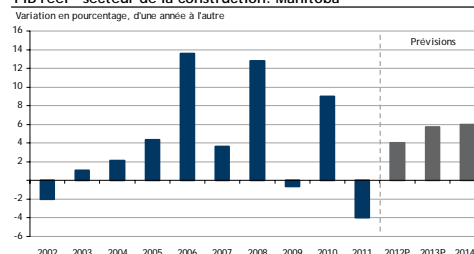
Nous prévoyons que la croissance restera solide dans les secteurs minier, pétrolier et gazier en 2013 et 2014, avoisinant la récente moyenne de près de 4 %. Cette estimation est inférieure à la hausse de près de 6 % que nous avons prévue pour ces deux années en raison des indications d'une croissance mondiale plus faible que prévu. Cependant, comme la demande de ressources naturelles devrait rester suffisamment robuste, nous anticipons un raffermissement des investissements des entreprises, qui voudront accroître leur capacité de production. Cette tendance devrait contribuer à une croissance de 6 % du secteur de la construction en 2014, contre un recul de 4 % en 2011. L'augmentation des investissements des entreprises jouera un rôle important dans la croissance prévue du PIB réel de 3,0 % en 2014.

PIB réel - secteur agricole: Manitoba



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

PIB réel - secteur de la construction: Manitoba



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	2,0	2,9	3,0	3,0
Emploi	0,8	0,8	1,4	1,2
Taux de chômage (%)	5,4	5,3	5,0	4,9
Ventes au détail	4,3	2,0	4,3	4,1
Mises en chantier (unités)	6 083	7 600	6 200	5 500
Indice des prix à la consommation	2,9	1,6	2,1	2,1

Paul Ferley
Économiste en chef adjoint

Maintien d'une vitesse de croisière plutôt ordinaire

L'économie de l'Ontario devrait continuer de croître à un rythme modéré, voire ordinaire, au cours des deux prochaines années. Le PIB réel augmentera selon nous de 2,3 % en 2013 et de 2,6 % en 2014, ce qui ressemble d'assez près à la croissance de 2,1 % de 2012. Même si, à première vue, les perspectives semblent inchangées pour la période qui vient, il y aura des différences notables dans les résultats sectoriels. À moins d'une dégradation inattendue de l'économie américaine, le commerce extérieur contribuera davantage à l'expansion économique de l'Ontario. Par contre, l'investissement résidentiel – un puissant moteur économique dans la province depuis le début de la reprise – jouera un rôle beaucoup plus modeste. En fait, nous prévoyons un recul de la construction résidentielle en 2013 et 2014. Nous entrevoyons cependant peu de changement en ce qui a trait aux compressions budgétaires fédérales et provinciales, qui devraient selon nous continuer de peser sur les perspectives de croissance de l'Ontario.

Redressement du secteur des exportations

Malgré l'incertitude engendrée par les querelles politiques au sujet du soi-disant « gouffre budgétaire » susceptible de provoquer des perturbations économiques au début de 2013 au sud de la frontière, nous prévoyons un raffermissement progressif de l'économie américaine pendant la période envisagée. C'est là une bonne nouvelle pour l'Ontario. Le marché américain, qui représente près de 80 % des exportations internationales de marchandises de l'Ontario, est d'une importance stratégique pour la performance économique de la province. Nous prévoyons que l'augmentation de la demande de biens et services de l'Ontario en provenance des États-Unis aidera le commerce extérieur à stimuler la croissance provinciale en 2013, après lui avoir été défavorable chaque année depuis dix ans. En réalité, des progrès en ce sens sont déjà visibles puisque les exportations de véhicules automobiles et de pièces de l'Ontario ont sensiblement augmenté en 2012. Nous prévoyons aussi que les exportations interprovinciales continueront de profiter de l'essor dans les provinces de l'Ouest, qui offre des occasions intéressantes aux fabricants ontariens, soit aux producteurs de machines et matériel aussi bien qu'aux fabricants d'acier et de tubes.

L'investissement résidentiel sur la touche

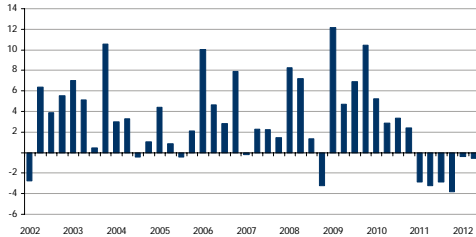
Comme nous l'indiquions dans l'édition de septembre de *Perspectives provinciales*, l'activité sur le marché du logement en Ontario a été étonnamment vive dans la première moitié de 2012. Toutefois, des données plus récentes indiquent que le refroidissement tant attendu a fini par se produire. Les reventes de maisons dans la province sont en baisse depuis l'été et nous prévoyons qu'elles conserveront un rythme plus modéré en 2013. Cette baisse de l'activité se traduira par un recul de la construction de maisons neuves l'an prochain. Nous prévoyons que les mises en chantier fléchiront d'un sommet en sept ans de 76 200 unités en 2012 à 63 600 unités en 2013 et 58 500 unités en 2014.

Compressions dans le secteur public

La récente publication des comptes publics du gouvernement de l'Ontario s'est révélée encourageante, car le déficit provincial pour 2011-2012 a été inférieur de 2,1 milliards de dollars aux prévisions précédentes. Néanmoins, à 12,9 milliards de dollars, le déficit – qui devrait atteindre 14,4 milliards de dollars pour l'exercice en cours – représente un problème de taille à régler à moyen terme. Les défis seront également de taille au niveau fédéral. Les compressions budgétaires resteront par conséquent un objectif exigé des administrations publiques en Ontario pendant la période envisagée. Selon les estimations du ministère des Finances de l'Ontario, les dépenses publiques en biens et services, et à des fins d'investissement ont connu six trimestres consécutifs de recul jusqu'au deuxième trimestre de 2012, et nous prévoyons que le secteur public continuera de miner la croissance en 2013 et 2014.

Dépenses publiques: Ontario

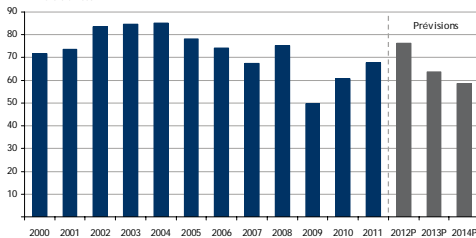
Variation en %, d'un trimestre à l'autre, chiffres annualisés



Source: Ontario Ministère des Finances, Recherche économique RBC

Mises en chantier: Ontario

En milliers d'unités



Source: La Société canadienne d'hypothèques et de logement, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	1,8	2,1	2,3	2,6
Emploi	1,8	0,8	1,2	1,3
Taux de chômage (%)	7,8	7,8	7,7	7,4
Ventes au détail	3,6	2,0	3,2	3,8
Mises en chantier (unités)	67 821	76 200	63 600	58 500
Indice des prix à la consommation	3,1	1,5	1,7	2,0

Robert Hogue
Économiste principal

Possibilités d'amélioration en 2013

Au vu de sa performance décevante en 2012, le Québec pourrait selon nous voir son économie s'améliorer en 2013. La dissipation l'an prochain de certains des facteurs qui ont nui à la province en 2012 permettra au PIB réel de grimper de 1,6 % en 2013 comparativement à 0,9 % en 2012. Même s'il s'agit d'une amélioration, ce taux de 1,6 % place quand même la province dans le bas du classement des taux de croissance provinciaux. L'économie du Québec devra entre autres faire face à des compressions budgétaires et à un refroidissement de son marché du logement. La situation devrait s'améliorer encore davantage en 2014, mais la croissance restera plutôt lente, à 1,9 %.

Faible croissance en 2012

Le budget 2013-2014 du Québec présenté (plus tôt que d'habitude) en novembre a fait écho à notre déception à l'égard de la performance économique de la province en 2012. Cette déception, expliquée en détail dans l'édition de septembre de *Perspectives provinciales*, nous avait alors incités à réduire notre prévision de croissance du PIB réel à 1,0 % pour l'année (contre 1,6 % auparavant). L'analyse du budget révèle qu'une faiblesse plus grande que prévu dans plusieurs secteurs – dont les dépenses de consommation et les exportations – a fortement nui à la croissance dans la première moitié de 2012. Dans la présente édition de *Perspectives provinciales*, nous constatons que la croissance, dont nous avons prévu la reprise dans la deuxième moitié de 2012, n'a que légèrement progressé durant l'automne. Des reculs ont été observés dans des secteurs comme les mines, la fabrication et les services de transport, ce qui nous a amenés à réviser, à l'instar du gouvernement, nos prévisions de croissance à 0,9 % pour 2012.

Disparition d'obstacles temporaires

Nous restons d'avis que la croissance économique de la province s'accéléra quelque peu en 2013. Certains des facteurs qui ont contribué à la faiblesse au début de 2012 ont, depuis, suivi leur cours. Parmi ces facteurs on retrouve notamment un conflit de travail de six mois dans une aluminerie, une hausse de la taxe de vente provinciale le 1^{er} janvier 2012, des températures plus chaudes qu'à l'accoutumée et des mois de manifestations étudiantes, qui ont temporairement miné les exportations, les dépenses de consommation, la demande d'électricité et les services d'éducation au Québec. Les perspectives pour 2013 seront renforcées par une amélioration de la demande de produits d'exportation du Québec aux États-Unis. La reprise de la construction résidentielle aux États-Unis profitera aux matériaux de construction fabriqués au Québec, dont les produits du bois.

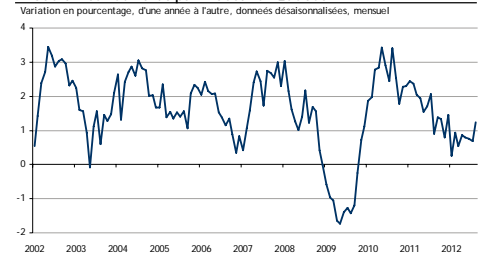
Vents contraires persistants en 2013

Cela dit, l'économie provinciale devra continuer de lutter contre d'importants vents contraires. D'abord et avant tout, la croissance sera plombée par des compressions budgétaires à tous les paliers de gouvernement. Dans son budget 2013-2014, le gouvernement du Québec a réitéré d'ambitieux engagements concernant les dépenses des programmes, lesquels entraîneront la diminution en valeur absolue des dépenses de secteurs autres que la santé, l'éducation et la famille et exerceront des pressions sur la contribution du secteur public à l'économie. Le budget a aussi annoncé des coupes dans le plan des infrastructures à moyen terme qui se traduiront par des réductions directes des dépenses d'investissement à compter de 2013, après huit années de forte hausse. En plus du secteur public, nous nous attendons à ce que le récent refroidissement du marché du logement entraîne un recul des investissements résidentiels en 2013. Ces vents contraires réduiront la croissance au Québec à un taux de 1,6 %.

Légère accélération en 2014

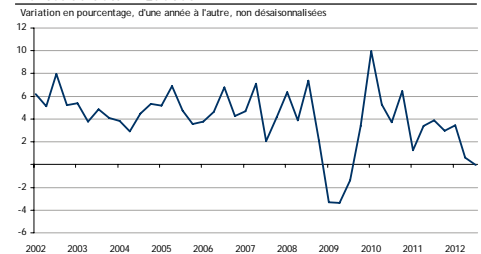
Nous croyons que les perspectives du Québec pourraient s'améliorer davantage en 2014 dans la foulée d'une reprise de la demande des États-Unis et de la stabilisation du marché du logement dans la province. Nous prévoyons une croissance du PIB réel de 1,9 % en 2014.

Produit intérieur brut par industrie: Québec



Source: Institut de la statistique du Québec, Recherche économique RBC

Ventes au détail: Québec



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	1,9	0,9	1,6	1,9
Emploi	1,0	0,6	1,3	1,0
Taux de chômage (%)	7,8	7,9	7,8	7,6
Ventes au détail	2,9	1,0	3,0	3,5
Mises en chantier (unités)	48 387	47 200	40 300	37 500
Indice des prix à la consommation	3,0	2,1	1,8	2,0

Robert Hogue
Économiste principal

Nouveau dynamisme en vue

Après avoir appliqué les freins l'an dernier, la croissance économique du Nouveau-Brunswick a eu du mal à redémarrer en 2012. La reprise prévue des investissements du secteur privé et l'amélioration du marché du travail ne se sont pas concrétisées, ce qui s'est ajouté aux compressions du secteur public dans la province. Les reculs substantiels des investissements et de l'emploi ont pesé sur ce qui s'annonçait une meilleure année pour la province et nous prévoyons maintenant une croissance de seulement 0,8 % pour 2012. Nous croyons que le secteur des exportations de la province sera avantagé par le renforcement de l'économie américaine l'an prochain et contribuera à une croissance accélérée en 2013. L'expansion restera néanmoins modérée, à 1,7 %, car l'austérité budgétaire continuera de peser sur l'activité économique.

Un obstacle sur la voie de l'équilibre budgétaire

Les finances du gouvernement provincial se sont révélées un peu meilleures que prévu au dernier exercice, l'estimation finale du déficit pour 2011-2012 étant inférieure de 188 millions de dollars aux prévisions initiales. Les bonnes nouvelles s'arrêtent cependant ici, car le gouvernement a indiqué lors de sa mise à jour financière du deuxième trimestre que le déficit prévu pour l'exercice actuel sera presque deux fois plus élevé que l'objectif de 182,9 millions de dollars établi dans le budget 2012. D'autres compressions budgétaires énergiques seront donc requises pour que l'équilibre budgétaire soit atteint d'ici 2014-2015. Les réductions prévues des investissements publics au cours de la prochaine année, après une légère hausse cette année, amplifieront les facteurs défavorables à la croissance économique en 2013.

L'économie intérieure applique les freins...

Une forte baisse de l'emploi dans le secteur public cet été, qui découle de la mise en place des mesures d'austérité du gouvernement, a déçu les espoirs d'une reprise soutenue de l'emploi. Par conséquent, la province a perdu la presque totalité des emplois créés depuis la fin de la récession. Nous prévoyons que le marché du travail se redressera légèrement en 2013 et contribuera à relancer les dépenses de consommation, qui ont été décevantes en 2012. Les attentes antérieures d'une hausse des investissements des entreprises en 2012, une première depuis 2008, ne se sont pas matérialisées. La construction non résidentielle a plongé à son niveau le plus bas depuis plus de sept ans au troisième trimestre de 2012. Malgré les signes d'une amélioration récente des investissements privés, l'achèvement de deux des principaux projets de la province (remise en état de la centrale Point Lepreau cette année et expansion de la mine de potasse Sussex au début de 2013) limitera vraisemblablement les investissements des entreprises en 2013.

...mais se prépare pour 2013

Comme les exportations de biens vers les États-Unis représentent la part la plus importante du PIB de toute province, nous prévoyons que l'économie du Nouveau-Brunswick profitera notamment de toute amélioration des perspectives au sud de la frontière en 2013. Le raffermissement du marché américain du logement favorisera particulièrement les exportations forestières de la province et le redémarrage de la scierie de Miramichi. La mise en service de la centrale nucléaire Point Lepreau en novembre 2012, après une longue remise en état de quatre ans, redynamisera les exportations d'électricité de la province en 2013. Même si l'on prévoit que les projets miniers, comme le projet Half Mile Lake de Trevali, stimuleront la production au cours de la prochaine année, les gains ne suffiront pas à compenser les pertes dues à la fermeture de la mine Brunswick de Xstrata en mars 2013. La production minière devrait cependant redémarrer en 2014 suivant l'entrée en activité totale de la nouvelle mine de potasse Sussex cette année-là et le début de la production à la mine de tungstène Sisson Brook en 2015.

Emploi: Nouveau-Brunswick

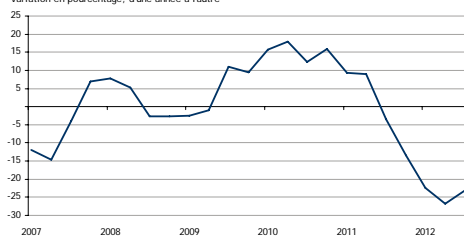
En milliers, moyenne mobile sur trois mois



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Construction réelle d'immeubles non résidentiels: Nouveau-Brunswick

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	0,0	0,8	1,7	1,9
Emploi	-1,1	0,0	0,6	1,0
Taux de chômage (%)	9,5	10,3	10,3	9,7
Ventes au détail	4,8	0,2	2,9	2,9
Mises en chantier (unités)	3 452	3 300	3 100	3 000
Indice des prix à la consommation	3,5	1,8	1,8	2,1

Laura Cooper
Économiste

Encore des retards... mais le jour viendra

L'espoir que le projet de construction navale propulse l'économie de la Nouvelle-Écosse était grand, mais des retards ont continué de plomber les perspectives de la province et, jusqu'à maintenant, la croissance est restée relativement lente en 2012. De grands projets à venir, dont les travaux pour le contrat de construction navale et de nouvelles activités d'exploration extracôtière, amélioreront la croissance à moyen terme ; toutefois, l'économie provinciale est maintenue en position d'attente par des arrêts de production de gaz naturel imprévus à l'île de Sable et le report de la production de gaz naturel au projet Deep Panuke au milieu de 2013. Même si nous prévoyons une accélération de la croissance en 2013, nous avons revu à la baisse nos prévisions pour la province à 0,9 % en 2012 et 1,9 % en 2013 afin de tenir compte des problèmes à l'île de Sable et des retards liés au projet Deep Panuke.

Les ressources naturelles n'ont pas stimulé la croissance comme on s'y attendait en 2012

Les améliorations dans le secteur des ressources naturelles de la Nouvelle-Écosse ne se sont pas matérialisées comme prévu, ce qui a contribué à l'importante faiblesse des exportations internationales de la province en 2012. Les baisses de volume liées à l'arrivée à maturité du gisement de gaz naturel de l'île de Sable, et les réparations qui y ont été effectuées cet automne, ont fait chuter la production de gaz naturel à son niveau le plus bas depuis le démarrage du projet en 2000. L'annonce d'un nouveau report de l'entrée en production du projet de gaz naturel Deep Panuke signifiera qu'il n'y aura pas d'élément pour dynamiser les exportations d'énergie à la fin de 2012 et que les niveaux seront plus faibles que prévu en 2013. L'entrée en production de la papetière de Port Hawkesbury, qui vient de changer de nom, dopera les exportations en 2013 tandis que des indications d'une vigueur soutenue dans le secteur américain de l'automobile jetteront une lueur d'espoir sur le principal produit d'exportation de la province, les pneus. Malgré un recul prévu des prix, la forte demande de crabes et de homards continuera de soutenir les exportations de poissons.

Croissance de l'emploi stable et contenue en 2013

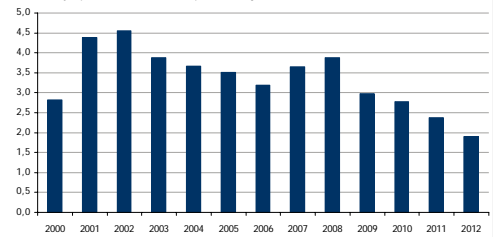
L'emploi a été volatil en Nouvelle-Écosse en 2012, mais nous prévoyons une progression totale de 0,8 % pour l'année, soit une amélioration par rapport à une croissance quasi nulle lors des trois années précédentes. De solides gains dans le secteur privé ont plus que compensé les pertes dans le secteur public en 2012. La création d'emplois par le secteur privé continuera d'alimenter la croissance de l'emploi, mais à un rythme toujours contenu de 0,8 % en 2013, ce qui n'offrira qu'un élan modeste aux dépenses de consommation et au marché du logement.

Malgré les retards, l'optimisme reste élevé

En dépit des reculs de la production gazière qui nous ont amenés à réduire nos prévisions à court terme pour l'économie provinciale, nous croyons que la province en 2013 et 2014 s'engagera sur la voie d'une croissance plus vigoureuse. À cause des échéanciers des projets et de divers retards, la reprise économique prévue a été reportée à plus tard dans la période de prévision. Nous prévoyons que la croissance s'accroîtra à 1,9 % en 2013 et à 2,1 % en 2014, par rapport à un faible taux de 0,9 % en 2012. En 2014, les facteurs favorables comprendront une année de production complète à Deep Panuke et des travaux d'exploration extracôtière (par Shell et, possiblement, British Petroleum vu la récente approbation préliminaire des offres d'exploration extracôtière de 1 milliard de dollars de la société). Au-delà de cet horizon, les perspectives seront stimulées par l'intensification des travaux liés au contrat de construction navale et la mise en oeuvre du projet de liaison de transmission maritime, si ce dernier se réalise.

Production de gaz naturel: Nouvelle-Écosse

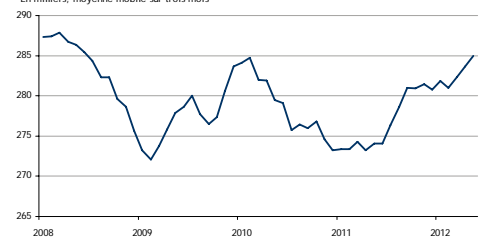
Cumulatif jusqu'à octobre, volumes d'équivalent de gaz (milliards de mètres cubes)



Source: Nova Scotia Offshore Petroleum Board, Recherche économique RBC

Emploi dans le secteur privé: Nouvelle-Écosse

En milliers, moyenne mobile sur trois mois



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

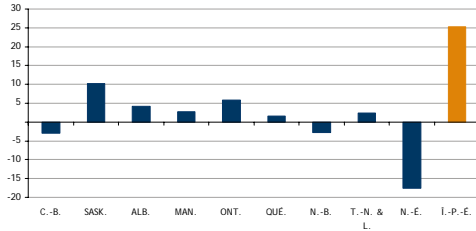
Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	0,5	0,9	1,9	2,1
Emploi	0,1	0,8	0,8	1,0
Taux de chômage (%)	8,8	8,9	8,7	8,4
Ventes au détail	3,5	1,4	3,4	3,2
Mises en chantier (unités)	4 644	4 600	3 900	3 800
Indice des prix à la consommation	3,8	1,9	1,9	2,2

Laura Cooper
Économiste

Exportations de marchandises: I.-P.-É. c. autres provinces

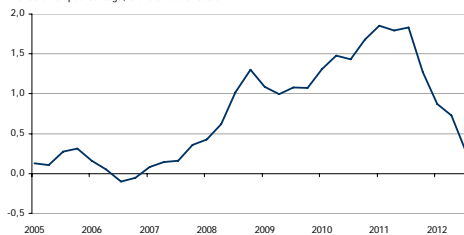
Cumulatif 2012, variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Population : Île-du-Prince-Édouard

Variation en pourcentage, d'une année à l'autre



Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	1,6	1,4	1,8	1,9
Emploi	1,9	0,8	1,2	1,3
Taux de chômage (%)	11,4	11,3	10,7	10,2
Ventes au détail	5,6	4,0	2,9	3,1
Mises en chantier (unités)	940	900	800	700
Indice des prix à la consommation	2,9	2,1	2,0	2,2

Laura Cooper
Économiste

La petite île qui pourrait...

Malgré un ralentissement de la croissance démographique et des compressions budgétaires, l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a continué de progresser tant bien que mal, soutenue par un secteur des exportations dynamique et une demande intérieure étonnamment résistante. Les répercussions de ces difficultés structurelles et démographiques freineront probablement la croissance intérieure future ; cependant, le dynamisme des principaux secteurs d'exportation de la province permettra une légère amélioration de la croissance en 2013. Nous prévoyons une croissance du PIB réel de 1,8 % en 2013, contre un taux de 1,4 % prévu en 2012 et un taux révisé à 1,6 % pour 2011.

Forte croissance à venir des exportations

Le secteur aérospatial naissant s'est révélé une importante source de vigueur pour l'économie de la province en 2012, faisant bondir la croissance nominale des exportations de marchandises au taux le plus élevé du pays. Les ventes de turboréacteurs et de turbo-propulseurs ont monté en flèche grâce à d'importants volumes de commandes ayant fait grimper les produits aérospatiaux au deuxième rang des principaux produits d'exportation de la province (devancés uniquement par le produit de base de l'économie, la pomme de terre). Une hausse marquée des livraisons de homards et de frites vers les États-Unis a contribué à la plus forte augmentation des exportations de produits agricoles et de poissons de l'Île-du-Prince-Édouard depuis 2008, et ce, malgré un été sec et chaud qui a empêché le rebond prévu de la production de pommes de terre. Après un été marqué par une activité beaucoup moins forte que prévu, le trafic des navires de croisière a repris en octobre et le nombre prévu de navires a atteint un niveau record, ce qui a ravivé les attentes de hausses additionnelles en 2013. Même s'il n'est pas sûr que la forte hausse des exportations de machinerie et d'équipement persiste, la demande soutenue de produits traditionnels de la province par les États-Unis et le retour à des conditions météorologiques saisonnières renforceront la croissance des exportations en 2013, de sorte que les perspectives économiques de la province restent prometteuses.

Ralentissement de l'économie intérieure

Un recul marqué des dépenses publiques en 2012 et 2013 devrait fortement miner l'activité économique intérieure. En raison de la promesse de retour à l'équilibre budgétaire d'ici trois ans, le secteur public, qui représente 40 % de l'économie de la province, freinera considérablement la croissance. On peut voir les répercussions de ces compressions budgétaires dans les tendances de l'emploi en 2012, les pertes d'emploi dans le secteur public à l'automne ayant annulé les gains enregistrés depuis le début de l'année. De nouvelles réductions aux niveaux fédéral et provincial devraient empêcher toute nouvelle reprise de l'emploi en 2013. Ces compressions seront en outre aggravées par un retour à des taux de croissance démographique plus durables, après quatre ans d'une forte croissance qui a aidé à stimuler la demande des ménages. La croissance des ventes au détail a nettement ralenti en 2012 et nous prévoyons une décélération accrue en 2013. Même si les mises en chantier sont dans l'ensemble restées historiquement élevées en 2012, nous prévoyons un repli en 2013.

Dans l'ensemble, l'Île-du-Prince-Édouard continuera à avancer tant bien que mal

Compte tenu de l'introduction de la taxe de vente harmonisée en avril 2013, l'assiette fiscale provinciale sera élargie pour inclure des éléments comme les vêtements pour adultes, l'électricité et les maisons neuves, qui étaient auparavant exclus. Cet élargissement de l'assiette fiscale devrait créer une certaine volatilité dans le comportement des consommateurs en 2013. Néanmoins, nous prévoyons que ce nouveau régime de taxe de vente à valeur ajoutée apportera des bénéfices à long terme à la province par le truchement de gains d'efficacité, que les entreprises pourront utiliser pour accroître l'embauche et les investissements dans la province. Malgré les vents contraires importants auxquels l'Île-du-Prince-Édouard fait face, des vents favorables venant du sud de la frontière seront bénéfiques aux secteurs d'exportation de la province en 2013, tandis que les secteurs émergents de la bioscience, de l'aérospatiale et de l'énergie renouvelable ouvriront la voie à une performance encore meilleure en 2014.

Sous l'influence des turbulences de la production pétrolière

En raison des arrêts d'entretien aux installations pétrolières extracôticières, l'important secteur de l'énergie de Terre-Neuve-et-Labrador s'est retrouvé presque à sec, la production de pétrole ayant chuté de 28,5 % dans les neuf premiers mois de 2012. Les répercussions prévues sur la production pétrolière et gazière ont été aggravées par les longs travaux d'entretien au plus grand gisement de pétrole de la province à la fin de l'été. La baisse du volume d'extraction du projet Hibernia et ses effets majeurs sur l'activité économique nous ont amenés à revoir nos prévisions, qui annoncent maintenant une contraction de 0,7 % de la croissance en 2012. Le retour à la normale du plus important contributeur au PIB de la province se traduira par un fort rebond de la croissance en 2013, à 4,4 % ; toutefois, les reculs actuels liés à l'arrivée à maturité des champs pétroliers limiteront la croissance en 2014.

Croissance soutenue par les minerais en 2013

La baisse de la production d'énergie en 2012 s'est accompagnée d'un recul inattendu de la valeur des autres minerais livrés par Terre-Neuve-et-Labrador, principalement en raison d'une baisse des prix des marchandises. La valeur brute des livraisons de minerais devrait diminuer de près de 11 % en 2012, car le prix au comptant du minerai de fer a dégringolé cet été. La diminution du prix du minerai de fer a incité Labrador Iron Mines à réduire sa production et à reporter certains investissements à 2013, le redémarrage étant tributaire d'une remontée des prix. Cela dit, le secteur minier devrait être une source de croissance malgré tout en 2013, car d'autres projets de grande envergure entreront bientôt dans leur phase de production. Le modeste rebond prévu du prix du minerai de fer et l'appui des propriétaires étrangers soutiendront l'investissement dans le projet de minerai de fer à expédition directe et le projet Kami, alors que l'augmentation de la capacité de la Compagnie minière IOC fera en sorte que les perspectives minières resteront favorables en 2013 et par la suite.

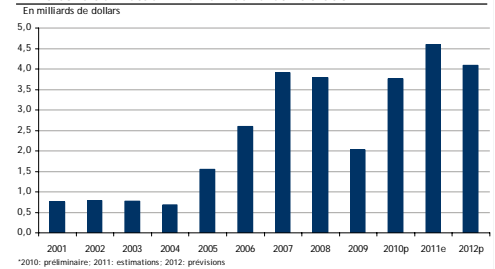
La création d'emplois favorisera la consommation en 2012

Après les creux de l'été, l'emploi a rebondi à l'échelle de la province et a atteint un niveau record durant l'automne ; cette toile de fond a permis à la province d'afficher la plus forte croissance des revenus des ménages de toutes les provinces de l'Atlantique et certains des gains annuels les plus élevés au pays au chapitre des ventes au détail. En 2013, le dynamisme soutenu des dépenses de consommation devrait continuer de soutenir l'économie intérieure, tandis qu'une décélération des investissements des entreprises est prévue après trois ans de croissance supérieure à 20 %. Le secteur de la construction devrait ralentir en 2013 après avoir offert un important soutien à l'économie au cours des dernières années. L'achèvement du projet hors station Terra Nova en 2012 et la fin de la construction de l'usine de traitement de nickel Long Harbour en 2013 occasionneront fort probablement une baisse de l'ensemble des investissements dans la province en 2014 ; cependant, l'accélération de la construction du champ pétrolier Hebron et les travaux de préparation pour le projet hydroélectrique de Muskrat Falls compenseront une partie de la baisse.

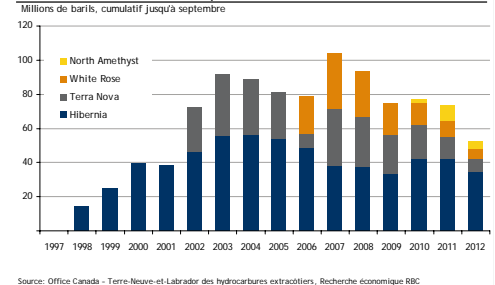
Solide rebond en 2013 ; affaiblissement en 2014

Nous prévoyons un fort rebond de la production pétrolière en 2013 et également une hausse de la production minière qui donneront un élan ponctuel à la croissance économique au cours de l'année suivante (4,4 %) – plaçant Terre-Neuve-et-Labrador au premier rang du classement des taux de croissance provinciaux. En 2014, nous prévoyons que le recul des investissements freinera sensiblement la croissance économique, qui s'établira à seulement 0,6 %. Les perspectives de la province après cette année-là resteront bien soutenues par les activités d'exploration extracôticière, de nouvelles hausses de la production de minerai, le début éventuel de l'extraction pétrolière au champ pétrolier Hebron et la possibilité de nouveaux mégaprojets (dont Muskrat Falls et un projet ferroviaire de 5 milliards de dollars).

Livraisons de métaux : Terre-Neuve-et-Labrador



Production extraterritoriale de pétrole brut : Terre-Neuve-et-Labrador



Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation en %, sauf indication contraire

	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	3,0	-0,7	4,4	0,6
Emploi	2,7	1,9	1,4	1,5
Taux de chômage (%)	12,7	12,6	12,0	11,5
Ventes au détail	5,1	4,9	4,4	4,2
Mises en chantier (unités)	3 488	3 800	3 400	3 200
Indice des prix à la consommation	3,4	2,2	1,9	2,2

Laura Cooper
Économiste

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier Milliers				Ventes au détail			
	11	12P	13P	14P	11	12P	13P	14P	11	12P	13P	14P	11	12P	13P	14P	11	12P	13P	14P
T.-N. & L.	3,0	-0,7	4,4	0,6	2,7	1,9	1,4	1,5	12,7	12,6	12,0	11,5	3,5	3,8	3,4	3,2	5,1	4,9	4,4	4,2
Î.-P.-É.	1,6	1,4	1,8	1,9	1,9	0,8	1,2	1,3	11,4	11,3	10,7	10,2	0,9	0,9	0,8	0,7	5,6	4,0	2,9	3,1
N.-É.	0,5	0,9	1,9	2,1	0,1	0,8	0,8	1,0	8,8	8,9	8,7	8,4	4,6	4,6	3,9	3,8	3,5	1,4	3,4	3,2
N.-B.	0,0	0,8	1,7	1,9	-1,1	0,0	0,6	1,0	9,5	10,3	10,3	9,7	3,5	3,3	3,1	3,0	4,8	0,2	2,9	2,9
QUÉ.	1,9	0,9	1,6	1,9	1,0	0,6	1,3	1,0	7,8	7,9	7,8	7,6	48,4	47,2	40,3	37,5	2,9	1,0	3,0	3,5
ONT.	1,8	2,1	2,3	2,6	1,8	0,8	1,2	1,3	7,8	7,8	7,7	7,4	67,8	76,2	63,6	58,5	3,6	2,0	3,2	3,8
MAN.	2,0	2,9	3,0	3,0	0,8	0,8	1,4	1,2	5,4	5,3	5,0	4,9	6,1	7,6	6,2	5,5	4,3	2,0	4,3	4,1
SASK.	4,9	2,8	3,5	3,7	0,3	2,0	2,0	1,7	5,0	4,7	4,5	4,5	7,0	9,9	7,9	6,9	7,5	7,0	6,0	4,8
ALB.	5,1	3,8	3,5	4,2	3,8	2,7	2,4	2,0	5,5	4,6	4,4	4,5	25,7	33,4	32,0	32,0	6,9	8,3	6,0	5,1
C.-B.	2,8	2,1	2,3	2,6	0,8	1,7	1,4	1,4	7,5	6,8	6,5	6,4	26,4	27,7	23,8	23,5	3,1	2,7	3,1	3,7
CANADA	2,6	2,0	2,4	2,8	1,6	1,1	1,4	1,3	7,5	7,3	7,1	6,9	194	215	185	175	4,1	2,9	3,7	4,0

Tableau comparatif

2011, sauf indication contraire

	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers) (2011)	513	146	949	756	8 055	13 506	1 267	1 080	3 874	4 623
Produit intérieur brut (milliards \$)	33,6	5,4	37,0	32,2	345,8	654,6	55,9	74,7	295,3	217,7
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	28,9	4,9	35,4	28,9	322,7	605,2	53,4	57,5	274,7	206,2
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	1,9	0,3	2,1	1,8	19,6	37,1	3,2	4,2	16,8	12,4
Croissance PIB réel (TAC, 2007-11, %)	-0,6	1,1	0,9	0,7	1,0	0,2	1,6	2,1	1,2	0,9
PIB réel par habitant (\$ 2007)	56 370	33 467	37 349	38 290	40 448	45 277	42 638	54 392	72 714	45 051
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2007-11, %)	-0,9	0,2	0,8	0,5	0,3	-0,4	1,0	1,1	0,0	-0,1
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	28 181	23 879	26 256	26 277	25 646	28 660	26 201	31 223	37 894	28 375
Croissance de l'emploi (TAC, 2006-11, %)	1,0	1,1	0,5	0,1	1,1	0,9	1,2	1,3	1,8	1,2
Taux d'emploi (nov. 2012 %)	54,5	60,6	58,3	56,3	60,6	61,3	65,5	66,2	69,9	60,4
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2012)	14,1	13,8	10,6	13,0	9,6	9,3	7,3	6,2	5,1	7,2
Production manufacturière (% du PIB, 2011)	3,2	8,7	7,5	11,3	14,2	12,4	11,5	6,3	6,4	7,2
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	41,0	69,8	69,7	60,9	58,2	56,6	58,2	40,5	40,5	62,2
Exportations (% du PIB)	39,9	18,5	20,9	47,4	25,7	32,8	28,0	44,0	33,1	22,7

Tableaux

Colombie-Britannique

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	196 997	199 228	194 334	200 550	206 180	210 407	215 246	220 929
	évolution (%)		1,1	-2,5	3,2	2,8	2,1	2,3	2,6
Nombre d'emplois	en milliers	2 223	2 266	2 218	2 257	2 275	2 313	2 344	2 377
	évolution (%)	3,5	2,0	-2,1	1,7	0,8	1,7	1,4	1,4
Taux de chômage	(%)	4,3	4,6	7,7	7,6	7,5	6,8	6,5	6,4
Ventes au détail	en millions de dollars	56 930	57 783	55 222	58 220	60 005	61 628	63 526	65 907
	évolution (%)	7,1	1,5	-4,4	5,4	3,1	2,7	3,1	3,7
Mises en chantier	unités	39 195	34 321	16 077	26 479	26 400	27 700	23 800	23 500
	évolution (%)	7,6	-12,4	-53,2	64,7	-0,3	4,9	-14,1	-1,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,0	112,3	112,3	113,8	116,5	118,0	119,4	121,4
	évolution (%)	1,7	2,1	0,0	1,4	2,3	1,3	1,2	1,7

Alberta

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	258 850	262 864	251 286	261 457	274 717	285 019	294 995	307 502
	évolution (%)		1,6	-4,4	4,0	5,1	3,8	3,5	4,2
Nombre d'emplois	en milliers	1 991	2 054	2 025	2 017	2 094	2 150	2 201	2 245
	évolution (%)	3,9	3,1	-1,4	-0,4	3,8	2,7	2,4	2,0
Taux de chômage	(%)	3,5	3,6	6,6	6,5	5,5	4,6	4,4	4,5
Ventes au détail	en millions de dollars	61 487	61 614	56 478	59 849	64 004	69 288	73 428	77 199
	évolution (%)	9,9	0,2	-8,3	6,0	6,9	8,3	6,0	5,1
Mises en chantier	unités	48 336	29 164	20 298	27 088	25 704	33 400	32 000	32 000
	évolution (%)	-1,3	-39,7	-30,4	33,5	-5,1	29,9	-4,2	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	117,9	121,6	121,5	122,7	125,7	127,4	129,6	131,9
	évolution (%)	4,9	3,2	-0,1	1,0	2,4	1,3	1,8	1,8

Saskatchewan

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	51 964	54 776	52 567	54 854	57 536	59 118	61 211	63 500
	évolution (%)		5,4	-4,0	4,4	4,9	2,8	3,5	3,7
Nombre d'emplois	en milliers	504	513	519	524	526	537	547	557
	évolution (%)	2,4	1,7	1,3	0,9	0,3	2,0	2,0	1,7
Taux de chômage	(%)	4,2	4,1	4,8	5,2	5,0	4,7	4,5	4,5
Ventes au détail	en millions de dollars	13 129	14 673	14 598	15 101	16 234	17 377	18 427	19 314
	évolution (%)	13,6	11,8	-0,5	3,4	7,5	7,0	6,0	4,8
Mises en chantier	unités	6 007	6 828	3 866	5 907	7 031	9 900	7 900	6 900
	évolution (%)	61,7	13,7	-43,4	52,8	19,0	40,8	-20,2	-12,7
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,2	115,9	117,1	118,7	122,0	124,1	127,1	130,4
	évolution (%)	2,9	3,2	1,1	1,3	2,8	1,7	2,4	2,6

Manitoba

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	49 264	51 241	51 056	52 319	53 370	54 939	56 609	58 330
	évolution (%)		4,0	-0,4	2,5	2,0	2,9	3,0	3,0
Nombre d'emplois	en milliers	599	608	608	620	624	630	638	646
	évolution (%)	1,7	1,7	0,0	1,9	0,8	0,8	1,4	1,2
Taux de chômage	(%)	4,4	4,2	5,2	5,4	5,4	5,3	5,0	4,9
Ventes au détail	en millions de dollars	14 016	14 980	14 915	15 766	16 448	16 772	17 493	18 202
	évolution (%)	8,9	6,9	-0,4	5,7	4,3	2,0	4,3	4,1
Mises en chantier	unités	5 738	5 537	4 174	5 888	6 083	7 600	6 200	5 500
	évolution (%)	14,1	-3,5	-24,6	41,1	3,3	24,9	-18,4	-11,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,9	113,4	114,1	115,0	118,4	120,3	122,8	125,4
	évolution (%)	2,1	2,2	0,6	0,8	2,9	1,6	2,1	2,1

Ontario

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	597 907	596 722	575 726	594 319	605 180	617 586	631 482	648 153
	évolution (%)		-0,2	-3,5	3,2	1,8	2,1	2,3	2,6
Nombre d'emplois	en milliers	6 564	6 666	6 502	6 610	6 731	6 782	6 863	6 954
	évolution (%)	1,8	1,6	-2,5	1,7	1,8	0,8	1,2	1,3
Taux de chômage	(%)	6,4	6,5	9,0	8,7	7,8	7,8	7,7	7,4
Ventes au détail	en millions de dollars	145 965	151 672	147 920	155 964	161 608	164 875	170 170	176 687
	évolution (%)	3,8	3,9	-2,5	5,4	3,6	2,0	3,2	3,8
Mises en chantier	unités	68 123	75 076	50 370	60 433	67 821	76 200	63 600	58 500
	évolution (%)	-7,2	10,2	-32,9	20,0	12,2	12,4	-16,5	-8,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,8	113,3	113,7	116,5	120,1	121,8	123,8	126,3
	évolution (%)	1,8	2,3	0,4	2,4	3,1	1,5	1,7	2,0

Québec

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	306 316	310 687	309 043	316 724	322 690	325 433	330 477	336 888
	évolution (%)		1,4	-0,5	2,5	1,9	0,9	1,6	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	3 834	3 880	3 848	3 915	3 954	3 978	4 028	4 067
	évolution (%)	2,4	1,2	-0,8	1,7	1,0	0,6	1,3	1,0
Taux de chômage	(%)	7,2	7,2	8,5	8,0	7,8	7,9	7,8	7,6
Ventes au détail	en millions de dollars	90 406	94 806	93 740	99 509	102 444	103 452	106 605	110 364
	évolution (%)	4,5	4,9	-1,1	6,2	2,9	1,0	3,0	3,5
Mises en chantier	unités	48 553	47 901	43 403	51 363	48 387	47 200	40 300	37 500
	évolution (%)	1,4	-1,3	-9,4	18,3	-5,8	-2,5	-14,6	-6,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	110,4	112,7	113,4	114,8	118,3	120,8	122,9	125,4
	évolution (%)	1,6	2,1	0,6	1,3	3,0	2,1	1,8	2,0

Tableaux

Nouveau-Brunswick

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	27 966	28 226	28 065	28 928	28 922	29 139	29 634	30 209
	évolution (%)		0,9	-0,6	3,1	0,0	0,8	1,7	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	357	359	360	356	352	352	354	358
	évolution (%)	1,9	0,6	0,1	-1,0	-1,1	0,0	0,6	1,0
Taux de chômage	(%)	7,5	8,5	8,8	9,3	9,5	10,3	10,3	9,7
Ventes au détail	en millions de dollars	9 407	10 018	10 093	10 593	11 102	11 129	11 455	11 787
	évolution (%)	6,2	6,5	0,7	5,0	4,8	0,2	2,9	2,9
Mises en chantier	unités	4 242	4 274	3 521	4 101	3 452	3 300	3 100	3 000
	évolution (%)	3,8	0,8	-17,6	16,5	-15,8	-4,4	-6,1	-3,2
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,3	113,2	113,5	115,9	120,0	122,1	124,3	127,0
	évolution (%)	1,9	1,7	0,3	2,1	3,5	1,8	1,8	2,1

Nouvelle-Écosse

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	33 853	34 685	34 581	35 243	35 424	35 725	36 404	37 168
	évolution (%)		2,5	-0,3	1,9	0,5	0,9	1,9	2,1
Nombre d'emplois	en milliers	448	452	451	452	453	457	460	465
	évolution (%)	1,6	0,9	-0,1	0,2	0,1	0,8	0,8	1,0
Taux de chômage	(%)	7,9	7,7	9,2	9,3	8,8	8,9	8,7	8,4
Ventes au détail	en millions de dollars	11 616	12 089	12 102	12 652	13 097	13 282	13 731	14 174
	évolution (%)	4,3	4,1	0,1	4,5	3,5	1,4	3,4	3,2
Mises en chantier	unités	4 750	3 982	3 438	4 309	4 644	4 600	3 900	3 800
	évolution (%)	-3,0	-16,2	-13,7	25,3	7,8	-0,9	-15,2	-2,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	112,5	115,9	115,7	118,2	122,7	125,1	127,5	130,3
	évolution (%)	1,9	3,0	-0,1	2,2	3,8	1,9	1,9	2,2

Île-du-Prince-Édouard

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	4 622	4 665	4 677	4 800	4 876	4 944	5 033	5 131
	évolution (%)		0,9	0,3	2,6	1,6	1,4	1,8	1,9
Nombre d'emplois	en milliers	69	70	69	71	72	73	73	74
	évolution (%)	0,7	1,2	-1,4	3,0	1,9	0,8	1,2	1,3
Taux de chômage	(%)	10,3	10,7	12,0	11,1	11,4	11,3	10,7	10,2
Ventes au détail	en millions de dollars	1 621	1 703	1 681	1 770	1 869	1 944	2 001	2 063
	évolution (%)	7,4	5,1	-1,3	5,3	5,6	4,0	2,9	3,1
Mises en chantier	unités	750	712	877	756	940	900	800	700
	évolution (%)	1,6	-5,1	23,2	-13,8	24,3	-4,3	-11,1	-12,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	113,6	117,5	117,3	119,5	123,0	125,5	128,1	130,9
	évolution (%)	1,8	3,4	-0,1	1,8	2,9	2,1	2,0	2,2

Terre-Neuve-et-Labrador

		2007	2008	2009	2010	2011	2012P	2013P	2014P
PIB réel	millions de \$ enchaînés de 2007	29 736	29 425	26 388	28 058	28 912	28 710	29 973	30 165
	évolution (%)		-1,0	-10,3	6,3	3,0	-0,7	4,4	0,6
Nombre d'emplois	en milliers	216	219	212	219	225	230	233	237
	évolution (%)	0,8	1,1	-3,0	3,4	2,7	1,9	1,4	1,5
Taux de chômage	(%)	13,5	13,2	15,5	14,4	12,7	12,6	12,0	11,5
Ventes au détail	en millions de dollars	6 528	7 009	7 120	7 451	7 830	8 214	8 577	8 938
	évolution (%)	8,6	7,4	1,6	4,6	5,1	4,9	4,4	4,2
Mises en chantier	unités	2 649	3 261	3 057	3 606	3 488	3 800	3 400	3 200
	évolution (%)	18,6	23,1	-6,3	18,0	-3,3	8,9	-10,5	-5,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	111,1	114,3	114,6	117,4	121,4	124,0	126,4	129,1
	évolution (%)	1,4	2,9	0,3	2,4	3,4	2,2	1,9	2,2

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.